



Introduction au dossier du numéro 752-753

Des députés communistes pour conquérir des pouvoirs sur l'argent face à l'austérité et faire entendre la voix des gens

Avec ce dossier, *Économie & Politique* veut mettre des outils et des arguments à la disposition des candidats et des militants engagés dans la campagne pour les élections législatives. Notre peuple est en colère et a besoin de changements profonds. Il lui faut des députés communistes et du Front de gauche pour l'appuyer, désigner son adversaire – le grand capital – porter sa colère et relever quatre défis :

- les banques. Elles relaient la pression des marchés financiers pour interdire toute politique économique qui tendrait à déroger à l'austérité budgétaire et tout écart des gestions d'entreprises par rapport aux normes de rentabilité des capitaux. Le moyen de s'en émanciper est de mettre la pression sur les banques, par toute une panoplie de mesures, pour que le crédit serve à financer des projets concrets selon des critères précis économiques, sociaux et écologiques ;
- la « mondialisation financière » centrée sur Wall Street et organisée autour de l'hégémonie du dollar. Alors que l'Union européenne se présente affaiblie et divisée face aux coups de boutoir de Donald Trump, se profile un nouveau bras de fer pour attirer richesses et capitaux vers les USA. Cela peut être meurtrier pour la création de richesses et le développement des services publics en Europe alors que d'une part ceux-ci exigent un tout autre usage des centaines de milliards d'euros mis par la BCE à la disposition des banques et des marchés financiers, d'autre part des traités internationaux de

coopération pour le développement partagé des biens communs sont absolument nécessaires ;

- les entreprises. Leur maîtrise pour une autre production sociale et écologique et donc une autre gestion avec la question de ses critères et des pouvoirs dans l'entreprise. C'est là que se décident les activités, les types d'investissements, les suppressions ou les créations d'emplois, l'accès des salariés à la formation et la reconnaissance de leurs qualifications, l'appui à la R&D. C'est là que se décident les choix d'utilisation de l'argent : placer l'argent sur les marchés financiers, le délocaliser vers les paradis fiscaux, ou investir ? investir pour créer des emplois qualifiés et des richesses ou bien pour faire baisser le coût du travail en licenciant et en précarisant ? Quelle que soit l'orientation du pouvoir politique, la conquête de pouvoirs sur les choix économiques passe par les mobilisations sociales pour faire prévaloir des projets concrets de développement des entreprises et des services publics, et pour obtenir leur financement. Nationalisations, pôles publics, politiques fiscales et budgétaires doivent être considérés comme autant de points d'appuis à ces mobilisations ;
- l'utilisation de l'argent public. La « dette » n'est pas une malédiction si les ressources de l'Etat, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale contribuent à développer de nouveaux services publics, à renforcer les capacités de l'économie en matière de recherche et de création de valeur ajoutée, et à agir sur les comportements et décisions des acteurs économiques – entreprises, banques, compagnies d'assurances... – pour qu'ils visent l'efficacité économique, sociale et écologique en baissant le coût du capital et pas le dit « coût du travail ».

La cohérence perverse de la rentabilité s'exerce du local (les dépenses publiques, particulièrement dans les régions) au mondial (la dictature des marchés financiers) en passant par le national (les politiques gouvernementales et leurs instruments) et le niveau européen (la politique monétaire de la BCE qui agit sur la façon dont les banques alimentent le circuit économique en argent et la Commission européenne). Elle s'exerce de façon transversale dans les entreprises ancrées localement mais qui, parfois multinationales, s'étendent au monde entier et transfèrent argent, recherches et autres ressources par des gestions au profit des capitaux financiers qui les dominent.

Cette domination de la rentabilité comme but et moyen prépare de nouvelles crises, plus violentes et plus destructrices, pour les habitants de la planète, que celles que nous avons connues jusqu'à présent.

Lui résister, imposer à sa place des alternatives concrètes, suppose une autre cohérence : conquérir des pouvoirs démocratiques, décentralisés, sur l'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques, de l'argent des entreprises pour le mettre au service d'objectifs sociaux et écologiques, au-delà des délégations de gestion et de pouvoirs caractéristiques du libéralisme (son idéologie et ses institutions). Les propositions précises du PCF donnent à voir comment une politique de gauche pourrait mettre concrètement en œuvre cette logique « ici et maintenant » : par exemple la « proposition de loi Chassaigne » pour la sécurisation de l'emploi et de la formation, les préconisations pour un autre crédit aux entreprises, adoptées, à une large majorité, par le Conseil économique, social et environnemental sur le rapport de Frédéric Boccard, la mobilisation de la création monétaire de la BCE pour le développement des services publics qui fait l'objet d'une note de Denis Durand récemment publiée par la Fondation Gabriel Péri.

Les enjeux des élections législatives traités dans ce dossier – territoires dans la mondialisation, services publics, développement des PME et des TPE – sont conçus comme autant de terrains de luttes qui peuvent bénéficier de cette mise en cohérence. C'est la raison d'être du Parti communiste et la mission qui donne toute crédibilité aux candidats et aux élus communistes comme appui aux luttes et qui leur donne une perspective.

Il s'agit bien sûr de récuser la fuite en avant réactionnaire dans l'accompagnement du néo-libéralisme au service du capital, qu'il soit mondialisé ou prétendument national ou paré des atours de la modernité numérique. Mais, avec le CICE, le pacte de responsabilité, le pacte européen de stabilité, la loi « travail », le TAFTA, etc., la période récente a trop bien montré les méfaits d'une intervention publique massive ... au service des profits et du néo-libéralisme !

On ne s'y opposera pas en se contentant d'affirmer l'intervention publique sans voir la cohérence radicalement nouvelle de pouvoirs et moyens à imposer dans ces quatre domaines. Ce peut être l'apport irremplaçable des députés communistes.